

Agence de Montauban
Zone Commerciale Albasud
1210 avenue de Toulouse
82000 MONTAUBAN
Tel 05 82 73 00 02
sps.montauban@alpes-contrôles.fr

Référence : 820S240J PGC - PGC 2
Date d'édition : 19/03/2025
Rapport comportant : 36 pages

PGC

Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Catégorie 2

OPERATION
MONTAUBAN MISES AUX NORMES ICPE 1510 SUR LE QUARTIER MILITAIRE VERGNES 82000 MONTAUBAN
Maître d'ouvrage
MINISTERE DE LA DEFENSE 139 RUE DE BERCY PARIS 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT

Le coordonnateur SPS
Damien HIVERT



LISTE DE DIFFUSION

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
01	17/03/2025	HIVERT Damien		
02	19/03/2025	HIVERT Damien		PGC sans les annexes diagnostics amiante et plomb

Diffusion :

Diffusion	ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN		
	Madame Catherine FEDELE	Maitise d'ouvrage déléguée & Maître d'oeuvre	catherine.fedele@intradef.gouv.fr
	Monsieur FISCHER Christophe	Maitise d'ouvrage déléguée & Maître d'oeuvre	christophe2.fischer@intradef.gouv.fr

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	1 page
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	1 page
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	23 pages
	ANNEXES	7 pages

1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en Oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
 - ▶ Les chapitres 4 et suivants
 - ▶ CCTP et/ou DPGF et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations étant des mesures d'une efficacité au moins équivalente. Ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations.

1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

- Offre de contrat retournée signée par le Maître d'ouvrage le 19/12/2024.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 Description succincte

Nom de l'opération : MONTAUBAN MISES AUX NORMES ICPE 1510 SUR LE QUARTIER MILITAIRE VERGNES

Adresse : 82000 - MONTAUBAN

Type d'ouvrage : Site militaire, bâtiment et tente stockage, réseaux EP

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

Mise au norme ICPE du site Quartier Vergne composé de plusieurs bâtiment et structure.

les travaux comprennent:

- travaux de réseau EP, reprise des bassins, séparateur
- Mise en place de RIA
- Installation équipement et complétion du SSI

2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Dossiers de plans	Date
Plan de réseaux VRD feuille 1 et 2	14/02/2025
Pieces écrites	Date
CCTP	14/03/2025
Autre	Date
Diagnostics plomb et amiante bât 7-10-12	14/02/2025
rapport absence d'amiante bat 81	

2.3 Informations administratives sur l'opération

2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie **2**.

2.3.2 Déclaration préalable

Elle doit être transmise aux organismes de prévention par le Maître d'ouvrage.

2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie **2**, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : personnes

2.4 Informations sur le planning de l'opération

2.4.1 Calendrier général des travaux

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :

- DCE

3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'Oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage	MINISTERE DE LA DEFENSE	139 RUE DE BERCY PARIS 75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT Tel : 04-37-27-24-97 Fax : 04-37-27-35-16 fosit-mediterranee.charge-prev.fct@intradef.gouv.fr
Maîtrise d'ouvrage déléguée & Maître d'oeuvre	ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN	13 avenue du 11°RI 82013 MONTAUBAN CEDEX
	Monsieur FISCHER Christophe	Tel : 06 81 04 61 91 christophe2.fischer@intradef.gouv.fr
CSPS	ALPES CONTROLES MONTAUBAN	1210 Avenue de Toulouse 82000 Montauban spsmontauban@alpes-controles.fr
	Monsieur HIVERT Damien	Tel : 06 85 36 83 91 dhivert@alpes-controles.fr

3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail des Armées	Inspection du travail des armées	60 boulevard du général Martial Valin PC 066 - CS 21623 75509 Paris Cedex 15 cga.ita.fct@intradef.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP OCCITANIE	3 Chemin du Pigeonnier de Cépière 31036 TOULOUSE Tel : 05.61.44.52.62 toulouse@oppbtp.fr
CARSAT	CARSAT MIDI PYRENEES	2,Rue Georges Vivent 31100 TOULOUSE Tel : 05.62.14.85.94 preventionMP2@carsat-mp.fr

3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - VRD		
Lot 02 - RIA		
Lot 03 - SSI		

4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
VRD	Voirie et Réseaux Divers	Lot 01 - VRD
RIA	Travaux RIA	Lot 02 - RIA
SSI	Travaux SSI	Lot 03 - SSI
MO	Maîtrise d'Ouvrage	Maitise d'ouvrage déléguée & Maître d'oeuvre - ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN Maître d'ouvrage - MINISTERE DE LA DEFENSE
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	Maitise d'ouvrage déléguée & Maître d'oeuvre - ESID DE LYON - PMO DE MONTAUBAN
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	CSPS - ALPES CONTROLES MONTAUBAN

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

Par intervention :

Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

5.1	MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)	2
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	3
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	3
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	4
5.1.1.5	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	4
5.1.1.6	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	4
5.1.1.7	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	5
5.1.1.8	Prévention liée à la présence d'amiante	6
5.1.1.9	Prévention liée à la présence de plomb	7
5.1.1.10	Prévention liée au risque de noyade	7
5.1.2	Organisation générale du chantier	8
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	8
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	8
5.1.2.3	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	9
5.1.2.4	Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	10
5.1.2.5	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	11
5.1.2.6	Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	12
5.1.2.7	Nettoyage et Gestion des déchets	13
5.1.2.8	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	14
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	15
5.1.3.1	Protections collectives	15
5.1.3.2	Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises	16
5.2	MESURES DE PREVENTION PAR PHASE	18
5.2.1	Phase VRD	18
5.2.2	Phase Pose RIA SSI	20
5.3	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	22
5.3.1	Affichage « En cas d'accident »	22
5.3.2	Plan de circulation	23
5.3.3	Plan des réseaux	23
5.3.4	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	23

5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

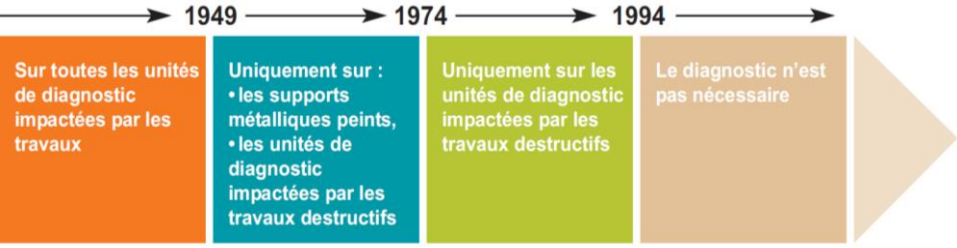
5.1.1 Contraintes d'environnement

5.1.1.1 Particularités du site	Installation	Entretien
Site de type Site militaire, intervention dans un quartier en activité.		
Voies de circulation Contraintes dues aux voies de circulations : <ul style="list-style-type: none"> - Respecter le sens de circulation, - Maintenir les circulations par des protections pour les usagers du site piéton et véhicule, la mise en place de déviation et toutes signalisation routière conforme au guide de signalisation routière. - Mettre en place des protections pour les travailleurs du chantier pour le risque de heurt lié à la circulation du site - En annexe le plan de circulation du site. 	VRD	VRD EC
Servitudes <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les piétons. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les véhicules. ➤ Servitudes d'accès intérieur, pour les services de secours éventuels. Les servitudes seront précisées lors de la réunions de préparation	VRD	EC

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr		
Déclaration de projet de travaux (DT) <u>Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires :</u> Transmise par le Maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non le Plan de réseaux récapitulatifs joint en annexe et documents DCE	MO	MO
Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT) Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC <u>Réseaux enterrés connus :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage Suivant renseignements recueillis par le Maître d'œuvre Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Maintien des réseaux en services, toutes coupures doivent être programmées, utilisation de méthode dites douce pour tout travaux de fouille à proximité des réseaux Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. Dévoier les réseaux <u>Réseaux aériens connus :</u> <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Maintien des réseaux en services, toutes coupures doivent être programmées Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre. Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne. Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux 	VRD	VRD
5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
Horaires d'accès au chantier 7H 18H30, le vendredi 7H 12H. Attention le site est sécurisé après ces horaires	EC	EC
Voie d'accès au chantier ➤ Voies existantes d'accès : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <ul style="list-style-type: none"> Localisations : CF plan de circulation <u>Entretien général</u> : goudronné correct 	EC	EC

5.1.1.7 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	Installation	Entretien
<p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Type d'activités : Le Quartier Vergnes regroupent plusieurs activités : logistique/stockage , administratifs, cynophile</p> <p>Contraintes d'activités</p> <p>Consignes et organisation de sécurité propres à l'établissement transmises lors de l'inspection commune réalisée avec le chef d'établissement</p> <p>Les contraintes liées à l'activité du site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information préalable aux interventions : l'ensemble du site restera pendant toute la durée du chantier en activité. Toute coupure de fluides de quelque nature que ce soit, ou intervention risquant de produire des nuisances sonores, vibratoires ou de circulations internes ou externes devra impérativement faire l'objet d'une information préalable, et d'un accord écrit du Maître d'ouvrage, ou par l'intermédiaire des comptes rendus de réunions hebdomadaires de chantier. ➤ Toutes intervention au niveau de la voirie fera l'objet de plan de circulation. Ces plans de circulations ont pour objectif de maintenir l'accès des usagers aux différents bâtiment en prenant en compte les contraintes liés aux gabarits des engins ➤ Toutes interventions dans les locaux et tente de stockage feront l'objet en plus de planning largement diffusé d'un contact verbal avec les usagers du site pour signaler sa présence. De plus les interventions dans les locaux seront correctement balisée. ➤ Délimitation des zones de travaux ou à risques particuliers : les zones de stockages sont à considérer comme risque incendie. ➤ Tout travaux par point chaud feront l'objet d'une procédure de permis de feu auprès des responsables des entités ➤ Consignes de sécurité propre au site : <ul style="list-style-type: none"> - Se présenter verbalement à chaque prise de poste et fin de poste. - Baliser les postes de travail - Les chiens relatifs à l'activités cynophile du site ne doivent pas être approchés, et interdiction de rentrer dans les enclos sans accord du responsable de l'entité ➤ Croisement de flux : Circulation dans quartier en activité, respect du code de la route. ➤ Fléchage des nouveaux parcours et accès utilisateurs : mise en place de signalisation par l'entreprise ➤ Délimitations provisoires de zones de chantier : <ul style="list-style-type: none"> - Balisage léger des postes de travail pour les interventions dans les bâtiments - Balisage lourd pour les intervention sur voirie - Clôture de chantier pour les emprise fermée et fermeture obligatoire des emprises par clôture heras ➤ Accès des véhicules et approvisionnements : Accès soumis à autorisation. Les livraisons feront l'objet de la procédure du DHOL (document harmonisation et organisation des livraisons) dont la diffusion sera étendu aux responsables du site. ➤ Maintien en exploitation des bâtiments et réseaux : Procédure de coupure d'un réseau par une entreprise : se conformer explicitement à la procédure précisée dans les CCTP de la Maîtrise d'œuvre. ➤ Conservation et balisage des issues de secours : A prendre en compte lors de condamnation de passage et voirie 	<p>VRD</p> <p>EC</p> <p>VRD</p>	<p>VRD</p> <p>EC</p> <p>VRD</p>

5.1.1.8 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
<p>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les bâtiments 7 10 12 et 81 <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint en annexe.</p>	MO	
<p>Qualification des intervenants</p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	EC	
<p>Méthodologie de travaux</p> <p>Il n'est pas prévu d'intervenir sur les matériaux pouvant contenir de l'amiante.</p> <p>Cependant le personnel doit être informé de la présence d'amiante et être sensibilisé au risque pr les employeurs</p>	EC	EC
<p>Mesures de prévention spécifiques</p> <p>Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.</p>	EC	

5.1.1.9 Prévention liée à la présence de plomb	Installation	Entretien
<p>Selon la directive de la DIRECCTE CENTRE de mars 2014 le Diagnostic plomb avant travaux est obligatoire dans les conditions suivantes :</p> <p>La date de construction des bâtiments impactés par les travaux et la nature des travaux imposent le diagnostic plomb selon le tableau suivant.</p>  <p>RAPPORT DE DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Le diagnostic plomb :</p> <p>Bâtiment 7, 10 et 12</p> <p>Conclusion du diagnostic plomb :</p> <p>Présence de matériaux contenant du plomb <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Pour toute intervention sur des matériaux contenant du plomb, respecter l'ED 909.</p> <p>Liste des matériaux contenant du plomb non négligeable: Peinture des Structures métalliques</p> <p>Voir diagnostic plomb joint en annexe.</p>	MO	

5.1.1.10 Prévention liée au risque de noyade	Installation	Entretien
<p>RISQUE DE NOYADE :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Lors des travaux sur les bassins, la méthodologie de l'entreprise devra prévoir l'absence d'eau et toutes sujétions qui en découlent : dévoiement, intervention en période estival... ➤ En cas de risque les entreprises devront prendre les mesures de prévention lié au risque de noyade : gilet de sauvetage, échelle d'accès, boue de secours 	VRD	VRD

<p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> • 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier > 4 mois), • 1 lavabo pour 10 personnes, • 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition) • 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base ➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> • Vestiaires : 1,25m² + 1 armoire par salarié • Réfectoire : 1, 50m² par salarié + équipements adaptés • En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base 	VRD	VRD
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus. ➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée. ➤ Coûts exploitation (Consommables) 	VRD EC VRD	VRD EC VRD

5.1.2.3 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Clôture de chantier</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie : <ul style="list-style-type: none"> • Type de clôture : Suivant CCTP et/ou CCAP • Localisation : Suivant le Projet de Plan d'Installation de Chantier ➤ Balisage, mise en place et déplacements en fonction des différentes phases du chantier, afin de délimiter les zones d'interventions dans les bâtiments existants concernés par les travaux ➤ Balisage d'une emprise pour nacelle par clôture 	GO RIA SSI SSI	GO RIA SSI SSI
<u>Signalisation et Balisage</u>		
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Signalisation à l'intérieur du chantier, pour le personnel du chantier : Mise en place des panneaux de Points de Rencontre des Secours (PRS) 	VRD	VRD

5.1.2.4 Installation de chantier : Contrôle d'accès au chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<u>Bureau de trafic et de contrôle d'accès</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non ➤ L'accès au site est soumis à un contrôle d'accès de chaque pour chaque personne. ➤ Les conditions d'accès seront vu en phase préparation de chantier.	MOA	Toutes
<u>Gardiennage du chantier</u>		
Prévu par le maître d'ouvrage : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.2.5 Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)		Installation	Entretien
<u>Installation électrique générale de chantier</u>			
➤ Source : <ul style="list-style-type: none"> • Au sens de la mission de coordination en matière de sécurité et protection de la santé, la source s'entend à la limite d'emprise du chantier. • Réseau EDF • Transformateur / Privé, localisation : cf plan • Groupe électrogène provisoire ➤ L'alimentation générale vers l'armoire générale du chantier, s'effectuera soit sous fourreaux enterrés sous les voies de circulation (véhicules ou piétons), soit sur poteaux provisoires suivant besoins. ➤ Coffret de chantier prévu pour le rechargement des équipements à batterie		VRD	VRD
<u>Eclairage provisoire</u>			
➤ Eclairage du site existant			
<u>Vérification de conformité :</u>			
➤ Les installations électriques et l'éclairage de chantier devront être vérifiées par un organisme agréé avant toute mise en service. Les réserves éventuelles devront impérativement être levées par le chef d'entreprise du lot concerné avant toute utilisation.		VRD	VRD

5.1.2.6 Conditions et délimitations des zones de stockage ou entreposage	Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

5.1.2.7 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<u>Nettoyage de chantier</u>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des TRAVAUX.	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
<u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u>		
➤ Elimination des déchets au fur et à mesure par les entreprises générant leur déchets	EC	EC
➤ Déchets de la base vie à charge du lot VRD	VRD	VRD

5.1.2.8 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	Installation	Entretien
<p>Consignes – Services d'urgences</p> <p>➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie</p> <p>Fiche d'appel des secours en annexe : attention procédure spécifique lié au site : en plus des procédures d'alerte des secours, prévenir également le cadre de permanence au 05 63 91 37 12 qui mettra en alerte l'élément d'intervention du régiment afin d'accueillir et diriger les services de secours sur le lieu de l'accident</p>	VRD	VRD
<p>Mesures d'évacuation</p> <p>➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.</p>	TCE	TCE
<p>Déclaration d'accident</p> <p>➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.</p>	TCE	TCE
<p>Orientation des secours</p> <p>➤ Mise en place de PRS (points de rencontre avec les secours) avec signalisation physique des points définis.</p>	VRD	VRD
<p>Mesures de secours et de communication sur le site</p> <p>➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours</p> <p>➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone toujours accessible sur le chantier.</p> <p>➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.</p>	TCE	TCE
<p>Secouriste</p> <p>➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier par entreprise.</p>	TCE	TCE

5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

5.1.3.1 Protections collectives

Note préliminaire :

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

La signalisation est la protection collective par excellence du chantier.

L'entreprise de « VRD » définira les moyens à mettre en œuvre pour protéger les travailleurs exposés à la circulation routière (signalisation, balisage, séparateurs modulaires etc.).

La maintenance et l'entretien de toute cette signalisation, de jour comme de nuit, sera assurée par l'entreprise « VRD » à ses frais sous le contrôle du Maître d'Œuvre **jusqu'à la date d'achèvement** de tous les travaux .

La signalisation comprendra notamment :

- La signalisation d'approche (de danger et de prescription), y compris la signalisation pour l'alternat par feux tricolores ou manuel (le cas échéant),
- La signalisation de position, pour baliser la zone de travaux, canaliser les véhicules et guider les piétons. Le balisage en bord de chaussée devra se faire par des séparateurs modulaires (K16). Ces séparateurs modulaires devront être de classe B en présence d'un risque important dû à la circulation. Des K5c (balises) pourront exceptionnellement être acceptés en cas d'absence de largeur suffisante (les barrières de sécurité ne sont pas réglementaires)
- la fermeture des extrémités du chantier,
- le pilotage par panneaux K10 notamment lors des sorties de camions.

Un schéma de signalisation sera établi pour chaque phase spécifique : cette signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. Chaque dossier d'exploitation sera visé par le Maître d'Oeuvre avant le démarrage de la phase de chantier concernée. Ils s'imposent aux autres intervenants sur le chantier.

Un **RESPONSABLE DE LA SIGNALISATION**, responsable de l'exploitation et de la signalisation de ce chantier, sera désigné par le titulaire et communiqué au Maître d'œuvre ; il pourra être contacté de jour comme de nuit. Il (ou une autre personne) sera responsable de la signalisation si elle est maintenue pendant la période de fermeture du chantier. Le titulaire sera tenu d'avoir en permanence en réserve deux jeux de piquets K10a, un panneau « sortie de camions » conforme à la législation et un jeu de feux tricolores pour alternat automatique.

Autres protections collectives :

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

Règles de responsabilité des protections collectives :		Installation	Entretien
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice		frais à la charge de l'entreprise défaillante	frais à la charge de l'entreprise défaillante

5.1.3.2 Mesures de prévention collectives et individuelles communes à toutes les entreprises

Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :

Procéder avec le CSPS à une inspection commune :

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé), dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rendez-vous.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
 - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
 - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
 - Des mesures SPS contenues dans le PGC
 - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
 - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

Travaux :

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.

5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

5.2.1 Phase VRD

Coactivité : travaux de VRD : circulation

<u>Phase VRD</u>	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<i>Risques électriques</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	VRD VRD VRD VRD	VRD VRD VRD VRD
<i>Risques d'incendie</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.	VRD	VRD
<i>Risques de chute</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Balisage des fouilles suivant besoins et passerelles de franchissement sécurisées	VRD	VRD
<i>Risques liés aux VRD : écrasement, chute, ensevelissement, heurt</i> <ul style="list-style-type: none">➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes➤ Protection des têtes de talus par garde-corps (avec plinthes)➤ Mise en place de garde-corps au droit de toutes les tranchées situées près des circulations➤ Blindage des fouilles présentant un risque d'effondrement / ensevelissement, et tranchées de plus de 1,30 mètre de profondeur avec largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur. Mise en place d'une échelle d'accès, suivant besoins	VRD VRD VRD VRD VRD	VRD VRD VRD VRD VRD
<ul style="list-style-type: none">➤ Mise en place de garde-corps au droit de toutes les tranchées➤ Mise en déblais évitant tout glissement➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul ou caméra en parfait état de fonctionnement	VRD VRD VRD	VRD VRD VRD

Phase VRD	Installation	Entretien
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins ➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées ➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus 	VRD	VRD
<p>Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information des salariés sur la présence d'amiante, ➤ Pas d'intervention prévu sur MPCA, si le cas : ➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante. ➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention) ➤ Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre ») 	EC	EC
<p>Risques liés à la présence de plomb</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb. ➤ Pas d'intervention sur les matériaux contenant du plomb, si le cas prendre les mesures suivantes : <p>Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. ➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. ➤ Intervention de personnel formé. ➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. ➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb ➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. ➤ Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. <p>Après les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. ➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. 	EC	EC

5.2.2 Phase Pose RIA SSI

Co activité : utilisation de nacelle, Circulation usagers

Phase Pose RIA SSI	Installation	Entretien
Risques d'écrasement <ul style="list-style-type: none"> ➤ Délimitation des zones de travaux avec emprises nécessaires permettant la prise en compte pour les chutes éventuelles des éléments en surplomb, et information d'approche ➤ Mode opératoire adapté à la tâche à décrire dans le PPSPS 	RIA/SSi RIA/SSi	RIA/SSi RIA/SSi
Risques de chute <ul style="list-style-type: none"> ➤ Utilisation de matériel conforme, identification des cheminements de nacelle, identifications des obstacles et dénivelés 	RIA/SSi	RIA/SSi
Risques liés à l'évolution des engins <ul style="list-style-type: none"> ➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement ➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins ➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées ➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus 	EC EC EC EC	EC EC EC EC
Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4 <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information des salariés sur la présence d'amiante, ➤ Pas d'intervention prévu sur MPCA, si le cas : ➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante. ➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention) ➤ Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre ») 	EC	EC

Phase Pose RIA SSI	Installation	Entretien
<p>Risques liés à la présence amiante – Intervention en sous-section 4</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Information des salariés sur la présence d'amiante, ➤ Pas d'intervention prévu sur MPCA, si le cas : ➤ Pas de co-activité simultanée durant l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante. ➤ Respect des modes opératoires (transmis aux organismes de prévention) <p>Réalisation selon analyse des risques, d'une mesure d'empoussièrement à la fin de l'intervention susceptible de provoquer l'émission de fibres d'amiante, à la charge de l'entreprise concernée. Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »)</p> <p>Risques liés à la présence de plomb</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Identifier sur site les zones contenant du plomb. ➤ Pas d'intervention sur les matériaux contenant du plomb, si le cas prendre les mesures suivantes : <p>Pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entreprise effectuera, avant le démarrage des travaux, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. ➤ Réaliser les travaux en l'absence de coactivité. ➤ Intervention de personnel formé. ➤ Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb. ➤ Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb ➤ Installation à mettre en œuvre au démarrage des travaux : deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie des locaux impactés, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires. ➤ Mise en place de panneaux « interdiction de manger et de fumer en vêtement de travail » dans les parties communes du chantier. <p>Après les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un nettoyage complet des zones de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur avec filtre haute efficacité – balayage proscrit. ➤ L'entreprise effectuera, <u>avant restitution</u> des locaux à une autre entreprise/occupants, un contrôle initial d'empoussièrement surfacique sur le sol. 	EC	EC

5.3.1 Affichage « En cas d'accident »



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

- 1 Ici chantier** Mise au norme ICPE QUARTIER VERGNE

Quartier Capitaine Vergnes
714-728 Av. de Nègrepelisse
82000 MONTAUBAN
- 2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message**

Ne raccrochez jamais le premier.

Prévenir également le cadre de permanence au **05 63 91 37 12** qui mettra en alerte l'élément d'intervention du régiment afin d'accueillir et diriger les services de secours sur le lieu de l'accident.



5.3.2 Plan de circulation

Voir en annexe du présent document.

5.3.3 Plan des réseaux

Voir en annexe du présent document.

5.3.4 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame sera présenté en phase préparatoire, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

La diffusion sera étendue aux responsables sécurité des régiments :

- la liste des personnes à mettre en copie pour toutes livraisons modalité confirmés lors des réunions préparatoires :

➤ Pour le 9e RSAM :

- LCL DUPUY en qualité de commandant en second (supervision du service général, de l'INFRA, de la prévention) : serge.dupuy@intradef.gouv.fr
- CNE DUBOC et CNE ROBERT représentent le commandement de l'EA (escadrille approvisionnement) : damien.duboc@intradef.gouv.fr / marie1.robert@intradef.gouv.fr
- CNE MORISSON représente le commandement de l'ECL (escadrille de commandement et de logistique) et ADJ VIRECOULON représente le chenil : julien.morisson-aguirre@intradef.gouv.fr / 9rsam-cyno.resp.fct@intradef.gouv.fr
- ADC N'GAKOUTOU représente le service général : 9rsam.chef-sg.fct@intradef.gouv.fr
- SACS SUC représente l'infrastructure opérationnelle : frederic.suc@intradef.gouv.fr
- ASC GANDIBLEUX et ATMPD GUTIERREZ représente la prévention : emmanuelle.gandibleux@intradef.gouv.fr / christelle.gutierrez@intradef.gouv.fr (9rsam-cpmre.resp.fct@intradef.gouv.fr)

➤ Pour le détachement du 3RMAT :

- ICD VASSE et TSEF PAPOT représentent l'infra et la prévention : frederic.vasse@intradef.gouv.fr / fabrice.papot@intradef.gouv.fr

➤ Pour Airbus Helicopter :

- Romain GIQUEL en qualité de Logistics Field Representative : romain.r.giquel@airbus.com

➤ Pour l'antenne USID / Quartier Vergnes :

- OEHCB PIRIOU : marc.piriou@intradef.gouv.fr / usid-montauban-ant-mtn.chef-antenne.fct@intradef.gouv.fr

ANNEXES

- Annexe 1 : 2406-178-VRD Concept Montauban Ind B Feuille 1 (1 page)
- Annexe 2 : 2406-178-VRD Concept Montauban Ind B Feuille 2 (1 page)
- Annexe 3 : Plan de circulation 2025 - Quartier Capitaine Vergnes (1 page)

ANNEXE 1

2406-178-VRD Concept
Montauban Ind B Feuille 1

DEPARTEMENT DU TARN ET GARONNE

Commune de Montauban

700 Avenue de Nègrepelisse

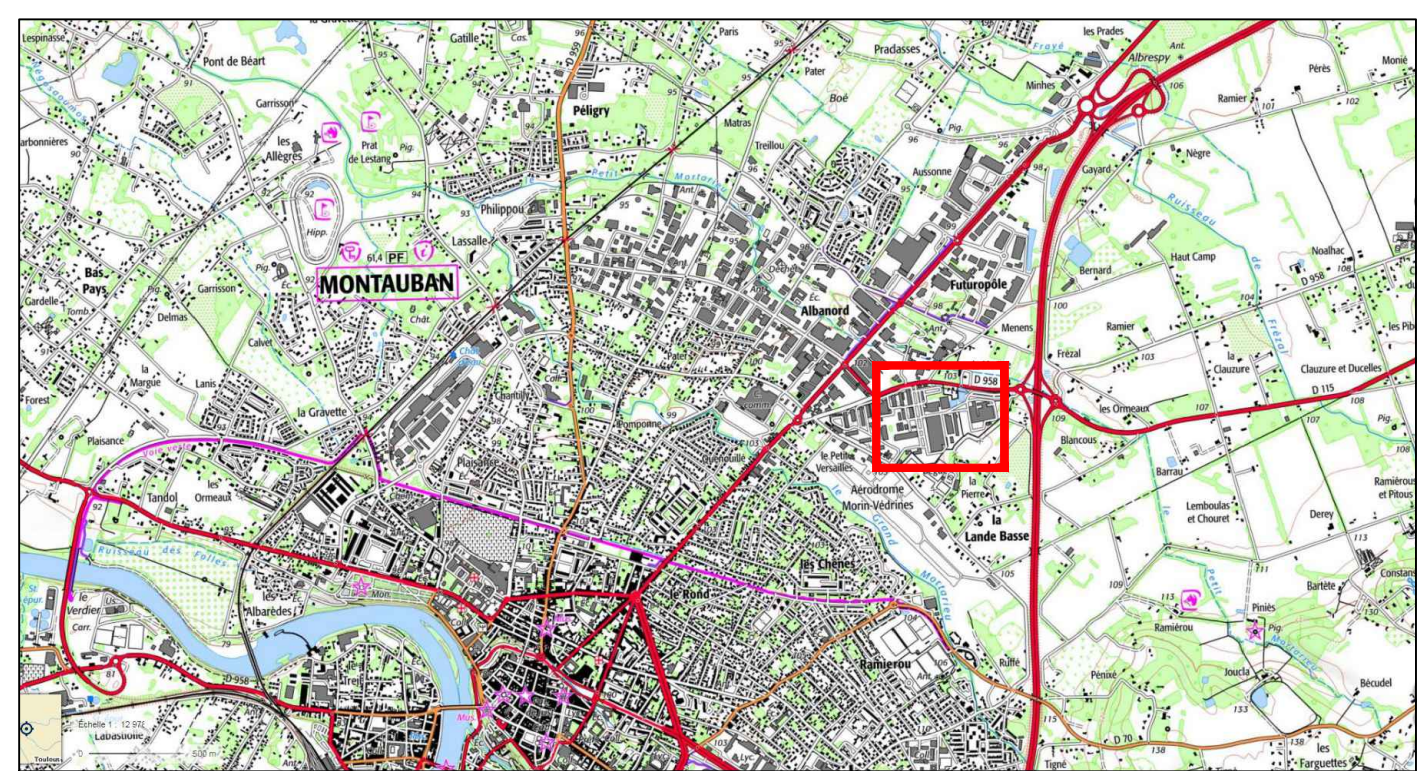
Plan de localisation des réseaux enterrés



Date	Indice	Dessinateur	Modification	Vérifié
14/08/2024	A	TSS	Plan de localisation de réseaux enterrés	AV

Référence Rapport : Genimap Nom du fichier : 2406-178-VRD Concept Montauban Ind B.dwg

Plan de situation :



Numéro de plan	1 / 2
Indice	B
Référence	2406-178
Echelle	1 / 500

13 Chemin de Piossane
31590 VERFEIL
Tél : 05 34 26 50 13
Fax : 05 34 26 50 09
www.genimap.fr

LEGENDE GENIMAP

Réseaux secs :

- Basse Tension (BT)
- Haute Tension (HT)
- Equipement Routier Dynamique (ERD)
- Chauffage (CF)
- Gaz
- Réseau inconnu (RX)
- Eclairage Public (ECL)
- Fibre optique (F0)
- Télécommunication (TL)
- Fourreau (FX)
- Produit chimique (PC)

Réseaux humides :

- Eau Pluviale (EP)
- Eau Usée (EU)
- Eau Potable (EAU)
- Réseau en Classe A
- Réseau en Classe B
- Réseau en Classe C

Symbologie d'un point:

100	: Matricule du point
226.71	: Altitude du point au TN (en m)
225.91	: Altitude à la génératrice supérieure du réseau (en m)
0.8	: Profondeur du réseau (en m)

Nota :

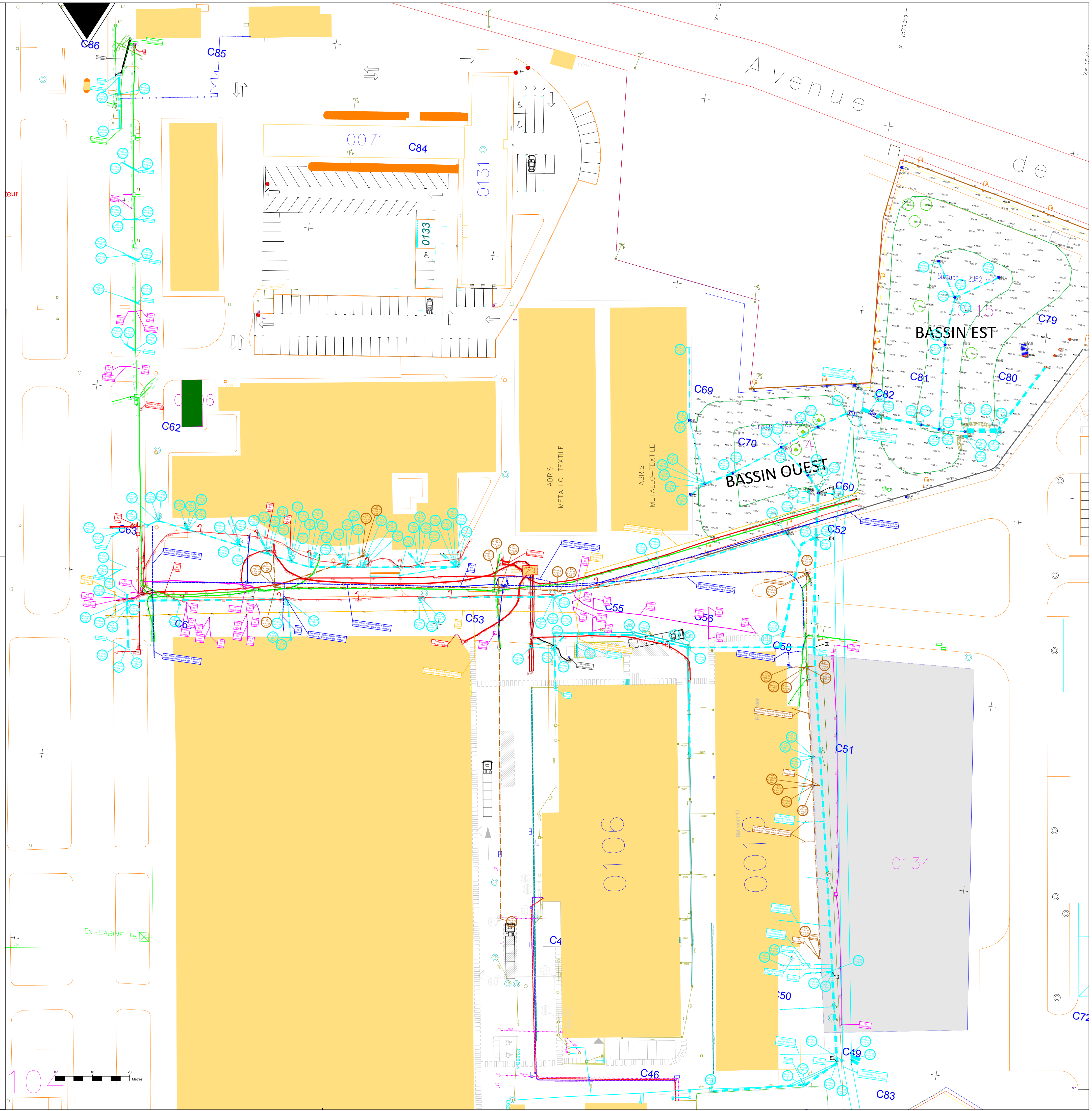
Coordonnées planimétriques rattachées au système RGF93, projection Lambert 93 CC44.
Coordonnées altimétriques rattachées au système NGF-IGN 69 dans la précision du GNSS.
Fond de plan topographique affiché à titre indicatif.

Les profondeurs indiquées sont celles de la génératrice supérieure du réseau, sauf mentions différentes.

Présence possible de branchements borgnes.

Détection réalisée du 01/07/2024 au 03/07/2024 par M.Valette, M.Richard et M.St-Sernin avec RD 8000 (10/8MPDL-889) et radar GSSI (Serial Number 0539)
Géoréférencement réalisé du 01/07/2024 au 03/07/2024 par M.Richard avec station trimble S6 (ST6 : 92821179 - C : RS53C90899), GPS EMLID REACH M2 (Module M2 : 8243621064B72901) et GPS Trimble R8S (Mobile : 5935R91409, Carnet : RS5LD02391) en fouille fermée.

L'incertitude maximale du géoréférencement est de +/- 10 cm.
Ce plan est associé au rapport "2406-178-VRD Concept Montauban Rapport d'investigation Ind A".
Numéro DT/DICT : 2024062801272D, 2024062801296D



ANNEXE 2

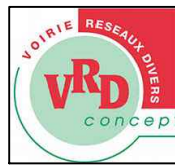
2406-178-VRD Concept Montauban Ind B Feuille 2

DEPARTEMENT DU TARN ET GARONNE

Commune de Montauban

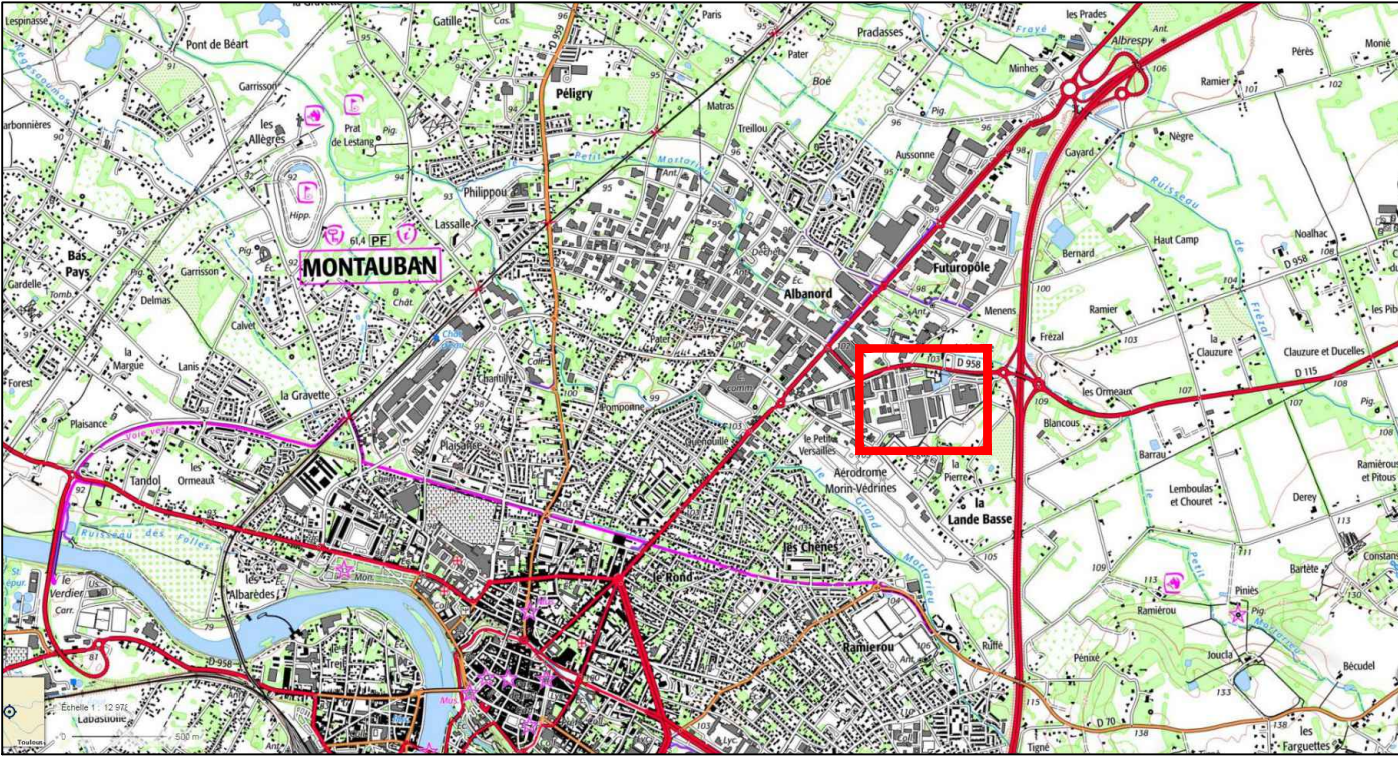
700 Avenue de Nègrepelisse

Plan de localisation des réseaux enterrés



Date	Indice	Dessinateur	Modification	Vérifié
14/08/2024	A	TSS	Plan de localisation de réseaux enterrés	AV
Référence Rapport :		Genimap	Nom du fichier : 2406-178-VRD Concept Montauban Ind B.dwg	

Plan de situation :



Numéro de plan		2 / 2
Indice		B
Référence		2406-178
Echelle		1 / 500

13 Chemin de Piossane
31590 VERFEIL
Tél : 05 34 26 50 13
Fax: 05 34 26 50 09
www.genimap.fr

LEGENDE GENIMAP

Réseaux secs :

	Basse Tension (BT)		Eclairage Public (ECL)
	Haute Tension (HT)		Fibre optique (F0)
	Equipement Routier Dynamique (ERD)		Télécommunication (TL)
	Chauffage (CF)		Fourreau (FX)
	Gaz		Produit chimique (PC)
	Réseau inconnu (RX)		

Réseaux humides :

	Eau Pluviale (EP)		Réseau en Classe A
	Eau Usée (EU)		Réseau en Classe B
	Eau Potable (EAU)		Réseau en Classe C

Types de lignes :

Symbolologie d'un point:

100	: Matricule du point
226.71	: Altitude du point au TN (en m)
225.91	: Altitude à la génératrice supérieure du réseau (en m)
0.8	: Profondeur du réseau (en m)

Nota :

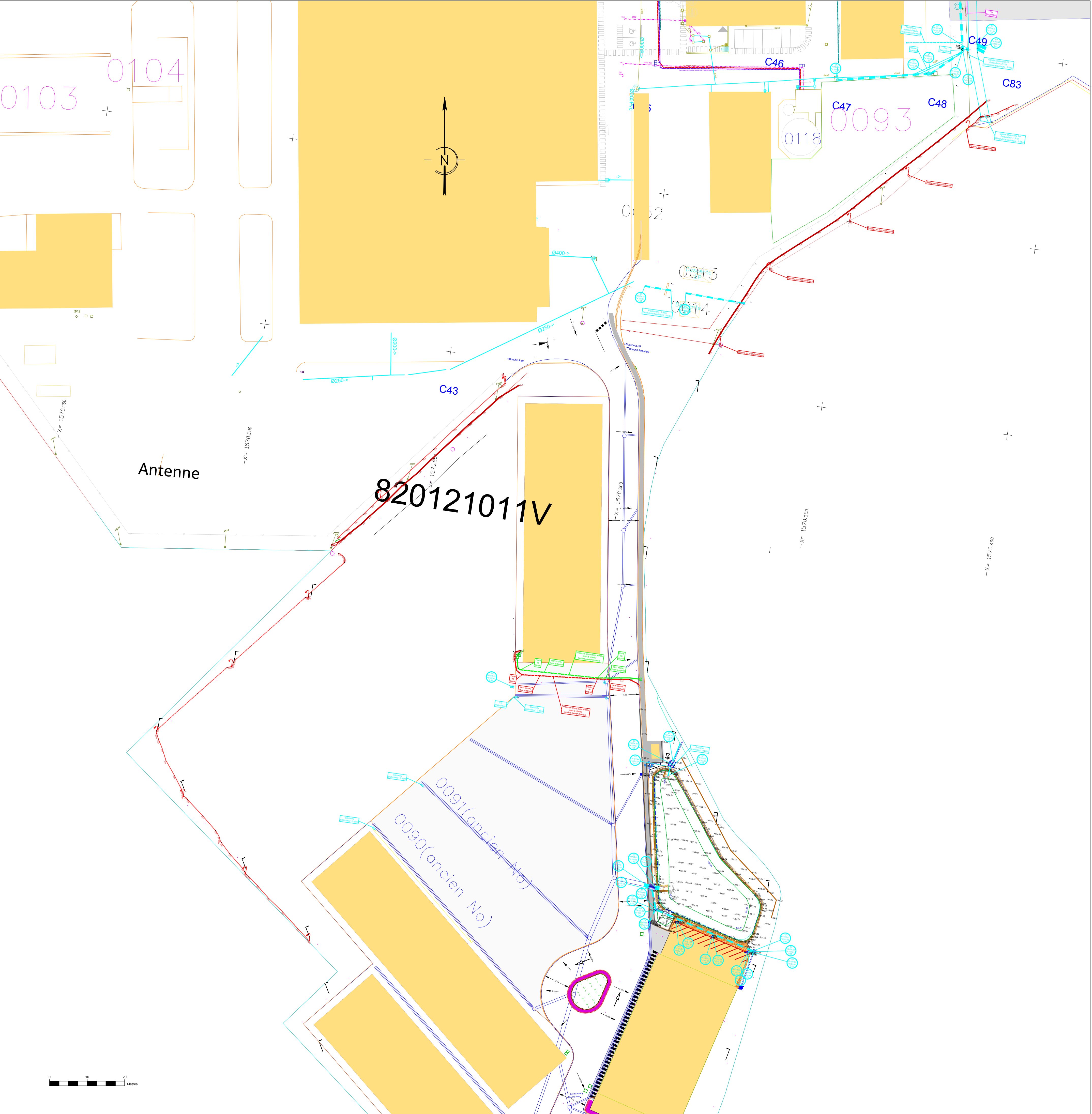
Coordonnées planimétriques rattachées au système RGF93, projection Lambert 93 CC44.
Coordonnées altimétriques rattachées au système NGF-IGN 69 dans la précision du GNSS.
Fond de plan topographique affiché à titre indicatif.

Les profondeurs indiquées sont celles de la génératrice supérieure du réseau, sauf mentions différentes.

Présence possible de branchements borgnes.

Détection réalisée du 01/07/2024 au 03/07/2024 par M.Valette, M.Richard et M.St-Sernin avec RD 8000 (10/8MPDL-889) et radar GSSI (Serial Number 0539)
Géoréférencement réalisé du 01/07/2024 au 03/07/2024 par M.Richard avec station trimble S6 (ST6 : 92821179 - C : RS53C90899), GPS EMLID REACH M2 (Module M2 : 8243621064B72901) et GPS Trimble R8S (Mobile : 5935R91409, Carnet : RS5LD02391) en fouille fermée.

L'incertitude maximale du géoréférencement est de +/- 10 cm.
Ce plan est associé au rapport "2406-178-VRD Concept Montauban Rapport d'investigation Ind A".
Numéro DT/DICT : 2024062801272D, 2024062801296D



ANNEXE 3

Plan de circulation 2025 - Quartier Capitaine Vergnes

